

## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1077</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>1077</b>
<b>TROISIEME BUREAU .....</b>	<b>1077</b>
Arrêté préfectoral n°06.BMSSE.25 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine .....	1077
Arrêté préfectoral n°06.BMSSE.27 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Arnaud KURZENNE, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet ..	1079
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>1079</b>
<b>AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE .....</b>	<b>1079</b>
Décision portant délégation de signature .....	1079

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

## TROISIEME BUREAU

**Arrêté préfectoral n°06.BMSSE.25 portant modification de la délégation de signature  
à Monsieur Jérôme GOELLNER, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 34 ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 83-567 du 27 juin 1983 fixant le ressort territorial des services extérieurs du Ministère de l'Industrie et de la Recherche ;

VU le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 relatif à l'organisation des Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

VU le décret n° 92-626 du 6 juillet 1992 relatif aux missions et à l'organisation des Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et aux conditions de désignation des Directeurs Régionaux de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

VU les décrets n° 97-1184 à 97-1209 des 19 et 24 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment son article 43 ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 5 juillet 2001 nommant M. Jérôme GOELLNER en qualité de Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.59 du 20 décembre 2004 modifié, accordant délégation de signature à M. Jérôme GOELLNER, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement pour la Région Lorraine ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences de caractère départemental, pour la Meurthe-et-Moselle, tous documents et correspondances dans les domaines suivants :

**1- Développement industriel et technologique**

Application de la politique de développement industriel dans les conditions définies par le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 susvisé.

**2 - Mines, sous-sol et eaux minérales**

Instruction des demandes et surveillance au titre des législations suivantes :

- 2.1 Recherche et exploitation des substances minérales (classe des mines),
- 2.2 Stockages souterrains d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz ou de produits chimiques,
- 2.3 Eaux minérales,
- 2.4 Explosifs à l'exception des procédures relevant de la législation sur les installations classées.

**3 - Canalisations**

- 3.1 Instruction des demandes et surveillance au titre des réglementations relatives aux canalisations de transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz ou de produits chimiques,
- 3.2. Procès-verbaux d'épreuve de résistance et d'étanchéité de canalisation.

**4 - Equipements sous pression et instruments de mesure**

- 4.1 Agrément ou reconnaissance d'organismes de contrôle ou de services inspections,
- 4.2 Réception ou contrôle d'équipements neufs, réparés ou en service,
- 4.3 Surveillance des organismes de contrôle ou de services inspections reconnus et des détenteurs d'équipement sous pression,
- 4.4 Aménagement aux obligations de contrôle et de surveillance,
- 4.5 Vérifications primitives et périodiques des instruments de mesure réglementés,

à l'exclusion des décisions de retrait d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission nationale.

## 5 - Véhicules

- 5.1 Agrément des contrôleurs et des centres de contrôle pour les visites techniques de véhicules poids lourds, à l'exclusion des retraits d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission nationale,
- 5.2 Délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation :
  - . des véhicules de transport en commun de personnes,
  - . des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage,
  - . des véhicules et citernes de transport de matières dangereuses.
- 5.3 Visites techniques des véhicules :
  - . de transport de marchandises de plus de 3,5 tonnes,
  - . de transport en commun de personnes,
  - . de transports de matières dangereuses.
- 5.4 Retrait des cartes grises
- 5.5 Réceptions par type ou à titre isolé de véhicules.

## 6 - Energie

- 6.1 Instruction des demandes et surveillance au titre de la législation relative au :
  - . transport et distribution du gaz et de l'électricité,
  - . à l'utilisation de l'énergie,
  - . aux grands barrages.
- 6.2 Délivrance des certificats :
  - . d'économie d'énergie,
  - . d'obligation d'achat d'électricité.

## 7 - Environnement industriel

Instruction des demandes et surveillance au titre de :

- 7.1 la législation des ICPE,
- 7.2 la législation sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie,
- 7.3 la loi sur les déchets,
- 7.4 le règlement européen relatif aux transports transfrontaliers des déchets,
- 7.5 la déclaration de sondage dans le cadre des eaux souterraines.

## 8 - Radioprotection

Délivrance d'accusés de réception de déclaration d'appareils de radiodiagnostic médical ou dentaire en application des articles R.1333-22 du code de la santé publique et R.162-53 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 2 :** Sont exceptées de ces délégations les décisions qui, comprises dans les matières visées à l'article 1, mettent en jeu le pouvoir de contrôle vis-à-vis des collectivités territoriales ou font intervenir une procédure d'enquête publique instruite par les services de la Préfecture.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme GOELLNER, les délégations de signature qui lui sont conférées sont exercées par Mme Clémentine MARCOVICI, ingénieur des mines, MM. Jean-François CHAMPIGNY, ingénieur des ponts et chaussées, Jean-François LAIGRE, ingénieur du génie rural des eaux et des forêts, Norbert LAMBIN, chef de mission, Marie-Christine LEGOT, secrétaire générale, chef de mission.

**ARTICLE 4 :** Les délégations de signature qui sont conférées à M. Jérôme GOELLNER à l'article 1 sont également exercées :

- a) pour les matières visées au paragraphe 1, par MM. Jean-François CHAMPIGNY, ingénieur des ponts et chaussées, Pascal PELINSKI et Michel GOUTFREIND, chefs de mission, Michel BORGONOVO, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Bruno FERRY, attaché principal d'administration centrale, Philippe NICOLAS, attaché d'administration centrale, Bertha BESTEIRO, Emmanuelle ISSARTEL et Michel DELVOT, ingénieurs de l'industrie et des mines.
- b) pour les matières visées au paragraphe 2, par MM. Jean-François LAIGRE, ingénieur du génie rural des eaux et des forêts, Alain MARNET et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Bertrand HELBLING et Robert MAZZOLENI, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines.
- c) pour les matières visées en 3, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, M. Cyril DROIT, ingénieur de l'industrie et des mines, Olivier LESIEUR et Philippe RICHARD, techniciens supérieurs de l'industrie et des mines.
- d) pour les matières visées en 4, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Cyril DROIT, ingénieur de l'industrie et des mines, Olivier LESIEUR, Philippe RICHARD, techniciens supérieurs de l'industrie et des Mines, et Alain VIGENT, technicien principal du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.
- e) pour les matières visées en 5, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, et pour les affaires visées en 5.2, 5.3, 5.4 et 5.5 par M. Cyril DROIT, ingénieur de l'industrie et des mines, ainsi que par :
  - M. Robert DOLLARD, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
  - M. Gilbert BALWA, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
  - M. Jean-Luc RAUBER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
  - M. Thierry DILLER, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
  - M. Olivier LESIEUR, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
  - Mme Frédérique TABARY, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
  - M. Alain VIGENT, technicien principal du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Michaël ALBRECHT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Claude DEREANT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Jean-Louis HAVETTE, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.
- f) Pour les matières visées en 6, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Yan SAUVALLÉ, ingénieur des travaux publics de l'Etat, Jacques-Louis GEISLER, technicien supérieur de l'industrie et des mines.
- g) pour les matières visées en 7, par Mme Clémentine MARCOVICI, ingénieur des mines, Jacques MOLE et Pascal PELINSKI, Chefs de mission, Maxime COURTU, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines.
- h) pour les matières visées en 8 par MM. Guillaume WACK, ingénieur des mines, Vincent BLANCHARD et Xavier MANTIN, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Hervé VISSEAU et Aurélie EPELY, ingénieurs, Michael BERTIN, Philippe GRESS et Roland MISIUK, ingénieurs de l'industrie et des mines.

**ARTICLE 5 :** Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la préfecture de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres (cabinets),
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

**ARTICLE 6 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

ARTICLE 7 : L'arrêté préfectoral modifié n° 04.BODE.59 du 20 décembre 2004 est abrogé.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture et publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à Mr le Trésorier-payeur général.  
Nancy, le 21 août 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**Arrêté préfectoral n°06.BMSSE.27 portant modification de la délégation de signature  
à Monsieur Arnaud KURZENNE, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en conseil des ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 20 juillet 2005 nommant Monsieur Arnaud Kurzenne, officier de la Marine Nationale, en qualité de sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.57 du 5 décembre 2005 accordant délégation de signature à Monsieur Arnaud Kurzenne, sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle, modifié par l'arrêté préfectoral n° 06.BMSSE.05 du 20 février 2006.

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

ARTICLE 1 : l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé n° 05.BODE.57 du 5 décembre 2005 est modifié selon les dispositions suivantes :

Délégation est donnée à Monsieur Arnaud Kurzenne, sous-préfet, directeur du cabinet, à l'effet de signer :

Tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires ainsi que les ampliations de ces arrêtés au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet :

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

- Sécurité civile, protection des populations, secours aux personnes, catastrophes naturelles, inondations, défense civile et gestion des crises, explosifs, présidence des commissions de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées.

Le reste sans changement.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Arnaud Kurzenne, directeur du cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

Nancy, le 22 août 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

**AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE**

**AVIS RELATIF**

**AUX DELEGATIONS DE SIGNATURE DU DIRECTEUR DE L'AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE**

L'Agence de l'eau Rhin-Meuse publie sur son site internet [www.eau-rhin-meuse.fr](http://www.eau-rhin-meuse.fr), sous la rubrique « l'Agence de l'eau », le texte de la décision en date du 28 juillet 2006 portant délégation de signature du Directeur de l'Agence.

Cette décision entre en vigueur le 7 août 2006 et abroge à cette même date la précédente décision de délégation de signature du 6 mai 2004.

**Décision portant délégation de signature**

**LE DIRECTEUR DE L'AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE**

- vu l'instruction générale M9.1 relative aux établissements publics nationaux et notamment l'article 154.4,

- vu le décret n° 66-700 du 14 septembre 1966 relatif aux Agences de l'eau et notamment son article 12,

- vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics, et notamment son article 20,

- vu l'arrêté interministériel du 16 novembre 1999 portant nomination de Monsieur Daniel BOULNOIS en qualité de Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse (Journal Officiel du 17 novembre 1999).

- vu la délibération n° 2005/32 du Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse en date du 20 octobre 2005 portant délégation de pouvoir au directeur de l'Agence,

**D E C I D E**

Article premier : Délégation permanente est donnée à Messieurs Claude SOUILLER et Bernard ALET, Directeurs-Adjoints de l'Agence et à Monsieur Lionel DINCUFF, Chef de la Division «Finances et Logistique» à l'effet de signer au nom du Directeur de l'Agence tous actes relatifs :

1. à la constatation, à la liquidation des droits et produits et à l'émission des ordres de recettes correspondants ;

2. à l'engagement, à la constatation, à la liquidation et à l'ordonnancement des dépenses ;

3. aux modifications à apporter au budget par décisions modificatives d'urgence ou par décisions de virements.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Messieurs Claude SOUILLER et Bernard ALET, Directeurs-Adjoints de l'Agence à l'effet de signer au nom du Directeur de l'Agence, en sa qualité d'autorité compétente ou de personne responsable des marchés, les actes et les avenants des marchés publics ainsi que les actes de gestion des procédures y afférents.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Messieurs Claude SOUILLER et Bernard ALET, Directeurs-Adjoints de l'Agence à l'effet de signer au nom du Directeur de l'Agence :

- 1) les actes relatifs aux actions en justice,
- 2) l'attribution de subventions ou de prêts, dans le cadre des dispositions prévues par les délibérations relatives aux conditions générales d'attribution des aides,
- 3) les contrats ou conventions d'aides, les décisions d'engagement de tranches de contrats pluriannuels,
- 4) les actes relatifs à la gestion du personnel,
- 5) les décisions relatives aux redevances : réduction, annulation ou redressement d'assiette, rejet de demande relative à la liquidation ou à l'exonération,
- 6) les admissions en non valeur et les remises gracieuses,
- 7) les décisions relatives au refus de communication de documents administratifs.

Article 4 : Délégation permanente est donnée :

- à Monsieur Hervé GOFFIN, Adjoint au Chef de la Division « Finances et Logistique », à l'effet de signer, au nom du Directeur de l'Agence, tous actes relatifs :
  - 1) à la constatation, à la liquidation des droits et produits et à l'émission des ordres de recettes correspondants,
  - 2) à la constatation, à la liquidation et à l'ordonnancement des dépenses.
- à Madame Dominique LEBRUN, Administrateur, à l'effet de signer, au nom du Directeur de l'Agence, tous actes relatifs à la constatation, à la liquidation et à l'ordonnancement des dépenses d'aides aux investissements imputées sur les comptes 657.2, 0695.5-274.8

Article 5 : Délégation permanente est donnée aux agents désignés ci-dessous à l'effet de signer, au nom du directeur de l'Agence, personne responsable des marchés :

- les actes relatifs aux achats relevant de leurs attributions respectives pour les montants inférieurs à 30 000 euros TTC,
- l'émission des ordres de service et des bons de commande pour l'exécution des marchés publics
- Monsieur Patrick WEINGERTNER, Sous-Directeur, Chef de la Division Planification Etudes Milieu
- Monsieur Claude PIGNET, Sous-Directeur, Chef de la Division Redevances,
- Monsieur Paul BUCHOU, Chef de la Division des Systèmes d'Information,
- Monsieur Bertrand de RAEDT, Chef du Département Moyens Généraux,
- Madame Dominique FRECHIN, Déléguée à la Communication Externe, Chef du Service Communication Externe et Documentation.
- Monsieur Pascal SIMONIN, Chef de la Division des Ressources Humaines.
- Monsieur Bruno PELLERIN, Chef de la Division Soutien et Suivi des Interventions

Article 6 : Délégation permanente est donnée à Mesdames Patricia MAUVIEUX, Corinne PELOUIN-HADRANE, Messieurs Christian SZACOWNY, David BOURMAUD, Jean-Loup MAHIEU, Philippe GOETGHEBEUR à l'effet de signer :

- les courriers autorisant les maîtres d'ouvrages à commencer les travaux avant la décision du Conseil d'Administration (ou du Directeur) relative à l'aide de l'Agence ;
- les courriers aux maîtres d'ouvrages relatifs aux refus d'aide pour non conformité aux délibérations de l'Agence.

Article 7 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Pascal SIMONIN, chef de la Division des Ressources Humaines à l'effet de signer les attestations relevant de ses attributions, les déclarations d'accident du travail, les conventions de formation et les autorisations d'absence.

Article 8 : La présente décision prend effet le 07 août 2006.

La décision du 06 mai 2004 modifiée par la décision du 21 octobre 2005 portant délégation de signature est abrogée à cette même date.

Article 9 : Les Directeurs Adjointes et les Chefs d'Unités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au Contrôleur Financier et à l'Agent Comptable de l'Etablissement, affichée pendant quinze jours dans les locaux de l'Agence et publiée sur le site Internet de l'Agence et qui sera mentionnée aux recueils des actes administratifs des préfectures des départements du bassin Rhin-Meuse (Ardennes, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin et Vosges).

Fait à Rozérieulles, le 28 juillet 2006

Le Directeur,  
Daniel BOULNOIS

